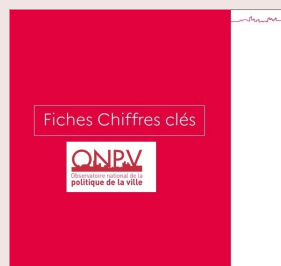


Veille & territoires

#290 Bulletin du 17 juin 2021



► Les chiffres-clés des QPV

Observatoire national de la politique de la ville (ONPV)

Elise Drony ; Léo Lachkar ; Noémie Oswalt ; Juliette Robin

ANCT, juin 2021

L'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) vient de publier une série de **19 fiches chiffres clés** des quartiers prioritaires de la politique de la ville portant sur les trois thématiques suivantes : emploi, éducation, pauvreté.

► Emploi

L'emploi dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) : malgré une amélioration en 2019, des difficultés subsistent et risquent de se renforcer dans le contexte de crise sanitaire.

► Education

L'éducation dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) : des enseignants moins expérimentés, plus d'élèves de catégories sociales défavorisées et s'orientant vers des filières professionnelles.

► Pauvreté

Une pauvreté accrue dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), plus particulièrement en Martinique et à La Réunion.

Pour chacun des thèmes, une **infographie** est disponible dans la rubrique "Les dix chiffres-clés"

Action Cœur de ville

► 2ème Baromètre de l'immobilier des villes moyennes

Conseil supérieur du notariat (CSN), Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), Action Cœur de ville (ACV). Juin 2021. 6 p.

Résultats de l'outil d'analyse et de suivi annuel de l'évolution du marché de l'immobilier dans les 222 villes bénéficiaires du programme national Action Cœur de Ville (ACV)

Les points à retenir :

- Un marché immobilier résilient avec une augmentation de 12 870 mutations entre 2019 et 2020 (ensemble ville & EPCI des villes du programme ACV).
- Dans 76 villes du programme, une hausse du volume des ventes s'accompagne d'une progression du prix de l'immobilier.
- Un prix médian au m2 qui reste toujours plus accessible que celui des grandes villes, pour des biens de plus grande surface.

► [Le baromètre](#)

Aménagement du territoire

► Aménagement du territoire et développement local

Interview de Claude Grivel, président de l'Union nationale des acteurs développement local

(Unadel), Cercle pour l'aménagement du territoire, juin 2021

Répondant à quelques questions de la Présidente du Cercle, Claude Grivel plaide en particulier pour un aménagement du territoire stratégique qui redonnerait une colonne vertébrale aux politiques publiques et apporterait une feuille de route aux acteurs des territoires.

► Repenser l'aménagement du territoire après la pandémie Covid-19

L'exemple du Grand Paris Express (GPE) et de ses projets d'urbanisme

Dumont Gérard-François, Paponnaud Francine

***Les Analyses de Population & Avenir*, 2021/3, n° 33. pp. 1-31**

Pendant plusieurs décennies, la politique française d'aménagement du territoire s'est montrée favorable aux villes les plus peuplées au point qu'une loi (de 2014) s'est intitulée comme devant assurer « l'affirmation des métropoles ». Précédemment, en 2010, une autre loi a surtout souhaité privilégier Paris, avec le très important projet d'une nouvelle infrastructure de transport, le métro du Grand Paris Express (GPE), accompagnée de projets d'urbanisme. Or ce projet, le plus important en Europe, suscite de nombreuses questions : correspond-il aux besoins prioritaires des Franciliens ? Est-il soutenable financièrement ? Son équation démographique peut-elle être aisément résolue ? Les paradigmes conduisant à ce projet sont-ils fondés ? Enfin, après la pandémie Covid-19, le GPE est-il plus justifié que jamais ou fait-il fausse route en termes d'aménagement du territoire ?

► Outil 2 l'Aménagement

Cerema, mise à jour juin 2021

Le site Outil 2 l'Aménagement alimenté par le Cerema présente un grand nombre de ressources et outils destinés aux collectivités en matière d'aménagement du territoire, et présente la réglementation en vigueur. Dans le cadre de la crise sanitaire, il suit les évolutions réglementaires qui touchent à l'aménagement.

CRTE

► CRTE : Comment coopérer entre collectivités et acteurs de l'ESS ? Webinaire

**Carrefour des Innovations Sociales, RTES, French Impact, 1er juin 2021.
1h56mn**

Webinaire organisé en partenariat par le Carrefour des Innovations Sociales, RTES et French Impact, pour décrypter les différentes formes de coopérations possibles entre les collectivités locales et les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) au sein des contrats de relance et de transition écologique (CRTE). Quelle place pour l'ESS dans le dispositif ? Quels calendriers et méthodes pour en faire des instruments utiles et concrets ? Comment renforcer concrètement les coopérations ?

Ce webinaire a été également l'occasion d'annoncer le lancement de la campagne « [1 000 territoires d'innovation sociale](#) », lancée par l'ANCT, le collectif du Carrefour des innovations sociales, le RTES et French Impact, pour mobiliser les acteurs publics et les porteurs d'innovations sociales pour co-produire l'action locale dans les territoires.

► [Le webinaire](#)

► [La campagne et le manifeste #1000 territoires d'innovation sociale](#)

► [Le décryptage de l'Avisé](#)

► La transition écologique dans les Contrats de relance et de transition écologique

Ministère de la Transition écologique (MTE), mai 2021. 53 p.

Ce livret montre le cap à donner aux CRTE pour mettre en œuvre les très nombreux moyens de la relance dans tous les domaines de la transition écologique. Il rappelle les objectifs nationaux en matière d'environnement, d'énergie, de mobilités et de gestion des risques. Et propose des fiches-actions opérationnelles sur des actions en

faveur de la transition écologique, qui reprennent des actions locales inspirantes, souvent issus des contrats de transition écologique déployés dans les territoires entre 2018 et 2021.

► **Contrats de relance et de transition écologique. Une démarche engagée par les intercommunalités mais qui soulève encore des interrogations. Enquête inédite**

Association des Maires de France et des présidents d'Intercommunalités (AMF), mai 2021. 12 p.

Afin de connaître l'état d'avancement des contrats de relance et de transition écologique (CRTE), l'AMF a lancé une enquête inédite en avril dernier auprès des EPCI à fiscalité propre. Les résultats se fondent sur un échantillon de 125 territoires, relativement représentatif de la répartition des périmètres à l'échelle nationale et correspondant à 15 % des CRTE. Le questionnaire s'organise autour de six thèmes : le périmètre des CRTE, l'engagement dans la démarche, la relance, l'organisation de la contractualisation, le projet de territoire et les capacités financières.

► [Les résultats de l'enquête](#) ► [La synthèse](#)

Développement économique

► **Pour une nouvelle politique industrielle après le Covid-19**

Philippe Aghion, Elie Cohen, Benjamin David et Timothée Gigout

Le Grand Continent (Groupe d'études géopolitiques), 4 juin 2021

Dans cette perspective riche d'une cinquantaine de graphiques et cartes, les auteurs dressent un constat du décrochage industriel de la France, en partie expliqué par un retard dans l'innovation. Pour y remédier, ils appellent à relocaliser intelligemment et à inciter à l'innovation dans des secteurs stratégiques.

► **Comment penser la reconquête de notre indépendance industrielle et technologique ? Actes du colloque du 13 avril 2021**

Fondation Res Publica, 7 juin 2021. 72 p.

Parmi les thèmes abordés lors des interventions à ce colloque : "Réindustrialisation : comment et où l'État peut-il intervenir ?" par Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement (BPI), "Comment poser le problème de la réindustrialisation ?" par Jean-Michel Quatrepoint, journaliste économique, "Les conditions de la réindustrialisation et d'une croissance éco-responsable" par Louis Gallois, ancien dirigeant de la SNCF et d'Airbus, président de la Fabrique de l'industrie, "Penser la réindustrialisation dans le cadre européen au cours de la décennie à venir" par François Lenglet, journaliste, "Les priorités et les axes de la réindustrialisation" par Alexandre Saubot, président de France Industrie, vice-président du Conseil national de l'industrie. Introduction aux débats par Jean-Pierre Chevènement, président de la Fondation Res Publica.

Développement territorial

► **Les Territoires de projet en actions**

Association nationale des pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et des pays (ANPP), juin 2021. 89 p.

Ce recueil, réalisé par l'ANPP avec le soutien de La Banque des territoires et l'ANCT, compile et consolide des résultats d'enquêtes menées entre début 2019 et fin 2020 auprès des Territoires de projets, Pays et PETR. Il a pour objectif de présenter les actions menées par les Territoires de projet, mais également leur fonctionnement interne et mode organisationnel et d'illustrer, par des exemples, ce qui fait l'originalité et la plus-value de l'approche Pays, une approche transversale qui favorise une vision globale du territoire.

► [Le recueil](#)

Inégalités de revenus

► **Rapport sur les inégalités en France : l'essentiel sur les inégalités**

de revenus

Extrait du rapport complet 2021

Observatoire des inégalités, juin 2021. 176 p.

Quelle est l'amplitude des écarts de revenus et de patrimoine en France ? Comment évoluent les inégalités monétaires et la pauvreté ? L'essentiel du chapitre « Revenus » du Rapport sur les inégalités en France

► Le palmarès des villes françaises les plus inégalitaires

Neuilly-sur-Seine est la grande ville la plus inégalitaire de France. Les plus riches y bénéficient de revenus huit fois supérieurs à ceux des plus pauvres, au moins 10 200 euros par mois pour les premiers, contre 1 260 euros au maximum pour les seconds. À l'autre bout de l'échelle, Sèvremoine, dans le Maine-et-Loire, est la commune où les inégalités de revenu sont les moins élevées.

► Les inégalités de revenu selon les départements

À Paris, département le plus inégalitaire, les plus aisés disposent de revenus au moins six fois supérieurs à ceux des plus modestes. À l'autre extrémité de notre classement, la Vendée est les inégalités de niveaux de vie sont les plus réduites.

► Les inégalités de revenus selon les régions

L'Île-de-France est la région la plus inégalitaire, suivie de deux territoires d'outre-mer, La Réunion et la Martinique. Les écarts de revenus mensuels entre les ménages les plus riches et les plus pauvres varient de 1 900 euros dans les Pays de la Loire à 3 200 euros en Île-de-France.

Inégalités sociales

► Expériences des confinements par les adolescents ruraux.

Des conséquences inégales sur les sociabilités, scolarités et aspirations

Injep - Yaëlle Amsellem-Mainguy et Pauline Blum

Injep Analyses & Synthèses, n° 47, avril 2021. 4 p.

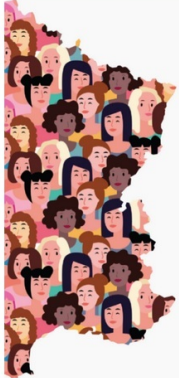
Pour les adolescents et les adolescentes, ce sont d'ores et déjà deux années de leur vie qui sont impactées par la crise sanitaire. Loin de l'image bucolique des villages typiques qui ont pu susciter nombre de fantasmes en temps de confinement, ces filles et ces garçons vivant sur les territoires ruraux ne sont ni le reflet d'une société paysanne, ni une jeunesse agricole. Ils et elles restent moins visibles que leurs homologues urbains y compris dans cette période de crise sanitaire. Cette crise vient révéler l'hétérogénéité des conditions de vie de cette fraction de la jeunesse et exacerbe les inégalités entre les jeunes d'un même âge, à une période de la vie où se joue le processus d'autonomisation à l'égard des parents qui s'en trouve largement empêché.

Une carte, un focus

► SOFIE 2.0

Système d'observation sur les femmes et d'information sur l'emploi





Bienvenue sur

SOFIE

Système d'observation sur les femmes
et d'information sur l'emploi

SOFIE vous aide à établir votre propre bilan de l'accès des femmes à l'emploi dans votre territoire
et vous fournit des clés pour vous saisir de la question dans les politiques locales.

- 1 Faire un **diagnostic local** de l'insertion professionnelle et des conditions d'emploi des femmes
- 2 Comparer son territoire avec les territoires environnants
- 3 Identifier des **leviers potentiels** pour améliorer l'accès à l'emploi des femmes

[Faire son diagnostic local](#)

[Cartes & données](#) [À propos](#) [Aide](#)

SOFIE est un outil interactif de diagnostic développé par l'Observatoire des territoires

(ANCT) qui dresse un état des lieux précis de l'accès à l'emploi des femmes dans les territoires (intercommunalités et établissements publics territoriaux). L'application vient d'être mise à jour.

Quel accès à l'emploi des femmes dans mon intercommunalité ? Quelle insertion professionnelle et quelles conditions d'emploi ? Quels freins potentiels à leur amélioration ? Quelles inégalités entre femmes et hommes en matière d'emploi ? L'outil permet ainsi d'établir une analyse détaillée de l'accès à l'emploi des femmes et des freins potentiels qui peuvent peser localement sur son amélioration à partir d'indicateurs simples (inactivité, chômage, précarité, temps partiel, mixité de l'emploi, distance au travail, composition des ménages...) présentés sous forme de graphiques et de commentaire adaptés au contexte local de votre intercommunalité. SOFIE permet également d'accéder à des ressources graphiques et documentaires pour aller plus loin dans la compréhension de la dimension territoriale de l'accès à l'emploi des femmes et se saisir de la question au niveau local.

► [Accéder à SOFIE 2](#)

Numérique

► **Data : renforcer les capacités de gouvernance des collectivités par les collectivités**

Jean-François Lucas et Philippe Archias

***Horizons publics*, n° 20, mars-avril 2021. pp. 90-93**

Durant un an et demi, cinq collectivités territoriales, une entreprise privée (avec deux filiales) et trois acteurs institutionnels ont participé à DataCités 2, un programme d'accompagnement destiné à renforcer les capacités d'agir des acteurs des territoires en matière d'intégration, d'usage et de partage des données numériques. Quelques enseignements issus de cette exploration.

► [L'étude DataCités 2](#)

Politique de la ville

► **La politique de la ville en Ile-de-France. Education, emploi et activité économique, habitat, santé : la mobilisation des acteurs face aux effets de la crise sanitaire (Podcast)**

Premier séminaire régional de la politique de la ville (6 et 11 mai 2021)

Réseau des centres de ressources politique de la ville Ile-de-France, juin 2021. 3h51mn

Objectifs du séminaire : tirer des enseignements de la crise sanitaire dans les quartiers prioritaires, valoriser les initiatives menées dans les territoires et partager les priorités en matière d'action publique. Au programme des interventions : "La politique de la ville à l'aune de la crise", "De la continuité éducative aux quartiers d'été", "L'adaptation de l'accompagnement vers l'insertion", "Enseignement en matière de résilience territoriale dans les QPV", "Quelles ambitions pour lutter contre les inégalités de Santé ?".

Réorganisation territoriale

► **Le paysage décentralisé / Pour une République régionale**

Claudy Lebreton, Olivier Rouquan

Fondation Jean Jaurès, juin 2021. 2 notes : 32 p. et 21 p.

Unissant leur deux voix et leurs deux expertises, Claudy Lebreton et Olivier Rouquan proposent une réflexion sur la décentralisation et son devenir, ou plutôt sur la désirable et nécessaire réorganisation territoriale au vu d'un engagement en faveur de la démocratie. Le fruit de leurs réflexions est livré en plusieurs notes : la première s'intéresse aux différents niveaux de la décentralisation, interrogeant leur pertinence et leur devenir, à quelques semaines de nouvelles élections départementales et régionales. La seconde note explore les voies qui pourraient conduire à un saut qualitatif pour une réforme territoriale.

► [Le paysage décentralisé : quelle configuration souhaitable ?](#)

► [Pour une République régionale](#)

Rural

► Rural areas: an eye to the future / L'espace rural : un regard tourné vers l'avenir

ESPON - TerritoriALL, #3, juin 2021. pp 9-37

Les décideurs de l'UE ont créé en un temps record un plan de relance pour combiner les ressources budgétaires actuelles et futures. Mais la mise en œuvre sera difficile. Avons-nous assez de puissance de feu pour cette guerre ?

► L'article de Marie-Lorraine Dangeard (ANCT) sur l'agenda rural : "Taking action to spur growth in French rural areas : the rural agenda"

► [Le dossier complet](#)

Temporalités

► Quelles politiques publiques du temps pour les soutenabilités ?

France Stratégie, séminaire "Soutenabilités" du 28 mai 2011. 2h58

Ancien domaine d'action des politiques sociales, avec notamment le Ministère du temps libre dans les années 1980, le temps devrait-il redevenir un objet de politiques publiques à l'aune des enjeux actuels ? Quel pourrait être le rôle des pouvoirs publics dans cette perspective ? Quelles politiques publiques du temps peuvent correspondre à une prise en compte des impératifs de soutenabilité ?

Pour éclairer cet enjeu, deux questions ont été explorées dans cette séance : "Comment articuler, sur l'ensemble du cycle de la vie, les temps de travail, de formation, d'activité non rémunérée ou de retraite, et les revenus qui y sont associés ?" ; "Comment déployer, à l'échelle d'un territoire, des politiques visant une meilleure gestion individuelle et collective des temps ?".

► [Le replay](#)

Tourisme

► Les territoires jouent la carte d'un autre tourisme. Dossier

La Gazette des communes, n° 23/2569, 14 juin 2021. pp. 32-37

Les collectivités communiquent davantage sur les atouts de leur territoire. Leur idée, accueillir une clientèle de proximité, tout au long de l'année, dans l'optique d'un tourisme plus durable. Mieux gérer les flux, limiter les locations saisonnières, développer des activités autour de la nature et du patrimoine... Les collectivités doivent désormais mettre en place des stratégies globales sans oublier l'acceptation de ce tourisme par les populations locales.

► Comment accompagner la reprise du tourisme aujourd'hui ? Et quelles évolutions pour demain ?

Régions de France en partenariat avec La Tribune

Webinaire « La controverse des régions », #5, 8 juin 2021. 1h20

Echange entre Roland Héguy, président de l'Umih (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie), et Dominique Marcel, PDG de la Compagnie des Alpes, filiale de la Caisse des Dépôts.

Transitions



► Territoires pilotes de sobriété foncière : Anticiper, repérer, expérimenter

ANCT-Action cœur de ville, DGALN, PUCA. Juin 2021. 39 p.

A destination de toutes les collectivités territoriales, cet ouvrage est le reflet de l'ambition de 25 villes du programme national Action cœur de ville de faire face aux enjeux de la transition écologique. À la fois guide de la démarche et catalogue des territoires, il doit servir à faciliter et à encourager les projets économes

en consommation d'espaces.

En détaillant les enjeux et les leviers pour préserver le foncier, en mettant en avant les différents dispositifs d'accompagnement à disposition, et en précisant les contours de l'expérimentation, cette publication vise à réunir les conditions de réussites de toutes réalisations. Testée localement et partagée par tous, cette expérience pourra inspirer partout les acteurs de l'aménagement pour limiter l'étalement urbain, revitaliser les centres anciens et préserver la biodiversité.

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner : [accès direct à l'encart d'inscription](#)**

>> **Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr**

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur - TSA 10717 - 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



© 2021 Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)